



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 11 mars 2024

Régional

Le Kenya, le Rwanda, la Somalie, la Tanzanie, l'Uganda et Djibouti signent la « Déclaration de Chaillot »

Le Forum mondial bâtiments et climat a abouti, le 8 mars, à la signature de la « Déclaration de Chaillot » par 70 pays, dont 6 de la zone AEOI. Cette déclaration vise à créer une dynamique en faveur de la décarbonation des bâtiments et la résilience climatique en renforçant la collaboration internationale et les engagements des acteurs privés et publics dans le secteur du bâtiment et de la construction. Les Etats signataires font un pas dans l'opérationnalisation de l'Accord de Paris en s'engageant notamment à mettre en œuvre un cadre réglementaire et financier pour promouvoir des bâtiments plus résilients et neutres en carbone. Ils s'engagent aussi à développer des labels, des standards et des certifications communs ainsi que la production, le développement et l'utilisation de matériaux de construction faibles en carbone, durables et à coûts limités.

Burundi

L'Association internationale de développement (IDA) s'engage à soutenir les PME burundaises sur un financement en don de 100 MUSD

L'Assemblée nationale burundaise a ratifié un accord entre le gouvernement et l'IDA relatif à l'emploi et à la transformation économique. Selon le ministre des Finances burundais, l'objectif est de soutenir le développement d'un secteur privé responsable et créateur de valeur ajoutée et d'emplois pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs). Un montant de 100 MUSD serait accordé au gouvernement pour améliorer l'accès au financement des MPMEs. Ce budget sera réparti en différentes composantes, notamment l'accès des MPMEs au marché et aux infrastructures, le développement des chaînes de valeur, l'inclusion financière mais aussi l'amélioration de la résilience des MPMEs face au changement climatique et l'accès aux financements durables. Une partie des financements permettra de financer 6 centres de santé et de réhabiliter certaines routes et 20 MUSD assisteront les communautés d'accueil des réfugiés.

Comores

Annnonce d'une enveloppe de 385 MUSD par la Banque mondiale

A l'issue de sa mission de suivi à Moroni, la Vice-présidente de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et Australe, Victoria Kwakwa, a annoncé un redéploiement de l'assistance technique et des financements de la banque afin d'améliorer la lutte contre la pauvreté. Une enveloppe financière de 385 MUSD, en hausse notable par rapport aux 250 MUSD de l'enveloppe précédente, a été annoncée dans une intervention conjointe avec le ministre des Finances Mze Aboudou. Le ministre a en particulier évoqué la nécessité pour le gouvernement de maîtriser les procédures de passation de marché, d'éliminer les conflits d'intérêt qui retardent la mise en œuvre des projets et surtout l'amélioration de la qualité d'évaluation des projets pour accélérer et mobiliser les ressources. Les deux parties ont échangé sur le secteur agricole, la connectivité, le changement climatique, l'énergie et les télécommunications, ainsi que sur la mobilisation des investissements pour le développement du secteur privé.

Djibouti

Réforme du cadre légal djiboutien en matière de criminalité financière

Le Parlement djiboutien a adopté le 6 mars trois projets de loi visant à réformer le cadre légal du pays en matière de Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) (lois n°110,111,112) dans l'objectif d'une meilleure conformité de ce dernier aux 40 recommandations du GAFI. L'opérationnalisation de l'Agence nationale des renseignements (nouvelle institution succédant au Service des renseignements financiers intégré à la Banque centrale de Djibouti), la définition plus précise des notions liées au LCB-FT et la surveillance plus systématique des acteurs publics sont les principaux apports de ces projets de loi. Cette réforme du cadre légal national en matière de LCB-FT est intervenue un jour avant la conclusion de la mission d'évaluateurs du GAFIMOAN, sous-groupe régional du GAFI, présents à Djibouti du 18 février au 7 mars. Le principal livrable de la mission sera la formulation, dans un rapport d'évaluation mutuel, d'une série d'observations et de préconisations pour la mise en conformité du cadre légal et opérationnel de prévention LCB-FT du pays.

Ethiopie

Ethiopian Airlines, premier client africain de Boeing pour sa gamme B 777-X

Le groupe *Ethiopian Airlines* (EAG) a annoncé la commande de 8 *Boeing 777-9* (440sièges) le 5 mars, assortie de droits d'achat sur 12 appareils supplémentaires pour le même modèle. EAG est le premier client africain du constructeur américain pour ce modèle. Cette commande fait partie d'une campagne d'achat d'ampleur d'EAG qui regroupe, en l'état des annonces faites depuis le Salon aéronautique de Dubaï à la mi-novembre 2023, l'acquisition de 50 aéronefs en ferme (20 *Boeing 737 Max*; 11 *Boeing 787 Dreamliner*; 11 *A350-900*; 8 *Boeing 777-9*) et jusqu'à 54 options d'achats sur ces mêmes modèles (21 *Boeing 737 Max*; 15 *Boeing 787 Dreamliner*; 6 *A350-900* en plus des 12 *Boeing 777-9*). Ces achats sont en ligne avec la stratégie 2035 d'*Ethiopian Airlines*, qui prévoit un quasi-doublement de sa flotte à cet horizon

(140 à 271 appareils) pour servir les 67 millions de passagers attendus par la compagnie à cet horizon, contre 14 millions actuellement.

Prévision de croissance de 7,9 % pour l'année fiscale 2023/24

Le ministère éthiopien de la Planification et du Développement a dévoilé des prévisions optimistes pour la croissance économique du pays, prévoyant 7,9 % pour l'année fiscale 2023/2024. Cette prévision se base sur les bonnes performances réalisées au deuxième trimestre de l'année fiscale dans les principaux secteurs économiques du pays. Indicateur des bonnes performances à venir, les récoltes agricoles ont atteint 49,6 millions de tonnes sur les 6 derniers mois, soit une hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. De son côté, le secteur industriel a enregistré une croissance de 10 % sur la période, malgré les nombreuses difficultés (pénurie de devises, suspension de l'AGOA) tandis que les recettes d'exportations ont atteint 4,5 Mds USD à mi-année, soit 42 % de l'objectif annuel fixé à 10,7 Mds USD. De plus, les recettes fiscales (265 Mds ETB) sont en hausse (+17 %) sur le premier semestre de l'année fiscale, proche de l'objectif fixé à 270 Mds ETB. Selon le Premier ministre, les flux entrants d'investissements directs étrangers ont atteint 1,5 Mds USD sur les six derniers mois, et 3,7 Mds USD sur l'année 2023. De son côté, la Banque mondiale estime à 6,4 % la croissance de l'économie éthiopienne sur l'année 2024.

Kenya

Fitch maintient la note du Kenya à "B" avec perspectives négatives

Fitch a maintenu la note du Kenya de défaut de long terme en devises étrangères à "B" avec une perspective négative, en raison de besoins de financement extérieur élevés et de coût élevé de financement domestique comme extérieur, et d'une faible consolidation fiscale. Les besoins de financement extérieur ont fortement augmenté au cours de FY2023/24, avec notamment le remboursement de l'Eurobond de 2 Mds USD en juin 2024, pour atteindre environ 5,5 Mds USD (5,4 % du PIB), contre 2,6 Mds USD en FY2022/23 (2,8 % du PIB). Cette situation s'inscrit dans un contexte de sous-performance de la collecte des recettes et de fortes pressions en matière de dépenses. La dette publique devrait atteindre 71,8 % du PIB au cours de FY2022/23, contre 67,6 % au cours de FY2021/22. La combinaison d'une hausse du déficit du compte courant (4,3 % du PIB en 2024), d'une hausse du service de la dette extérieure et des contraintes de financement externe a entraîné une dépréciation de la monnaie et une pression à la baisse sur les réserves. Les décaissements externes officiels et commerciaux devraient modérer la pression sur les réserves à court terme, qui devraient permettre de couvrir 3,7 mois d'importations d'ici fin 2024.

Ouverture à la concurrence du marché de l'électricité au Kenya

Selon le projet de règlement sur l'énergie (*Electricity Market, Bulk Supply and Open Access*) de 2024, en phase de consultation publique, les entreprises privées seront autorisées à distribuer de l'électricité par le biais des réseaux de Kenya Power et de Kenya Electricity Transmission Company (Ketraco) moyennant des frais de routage, dans le cadre d'un changement de réglementation qui vise à mettre fin au monopole exercé par les géants des services publics depuis des décennies. Ketraco et Kenya Power possèdent respectivement 4 660 km de lignes de transmission et 310 618 km de lignes de transmission et de distribution. Cette réglementation intervient près de cinq années après la promulgation de la loi sur l'énergie de 2019,

qui ouvre pour la première fois le sous-secteur de la distribution d'électricité du pays à la concurrence. Les consommateurs pourront choisir d'être approvisionnés ou non par *Kenya Power* et les producteurs d'électricité pourront vendre leur électricité à des distributeurs autres que *Kenya Power*. Les entreprises pourront également entrer en concurrence avec Ketraco pour le transport de l'électricité. Toutefois, ce changement ne se fera pas du jour au lendemain, car l'État doit mettre en place les structures du nouveau marché de l'électricité au cours des trois prochaines années.

Madagascar

Octroi par Proparco d'une garantie de portefeuille ARIZ TPE à Baobab Banque Madagascar d'un montant de 2 MEUR

Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD) dédiée au secteur privé, a signé le 7 mars 2024 un accord de financement en faveur de la Baobab Banque Madagascar. Cet accord porte sur une garantie de portefeuille d'un montant de 2 MEUR (financé à partir du programme 209 du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), visant l'accompagnement du risque de financement de l'investissement privé en zone d'intervention en faveur des très petites entreprises (ARIZ TPE 209). Il permet une couverture à 80 % des risques sur le portefeuille de prêts garantis de la filiale du groupe français Baobab (ex-Microcred). Il vise notamment à partager les risques liés à l'activité de microfinance de Baobab Banque et renforcer l'inclusion financière de micro-entrepreneurs fragiles et exposés (propriétaires individuels, entreprises familiales, etc.).

Maurice

Stabilité de la population mauricienne en 2023

Selon *Statistics Mauritius*, en 2023 la population mauricienne s'élève à 1 260 379 personnes (50,6 % de femmes et 49,4 % d'hommes), et connaît ainsi une légère baisse de 0,1 % par rapport à 2022. Géographiquement, la population mauricienne est concentrée à Maurice (96,4 %, soit 1 214 997 habitants), Rodrigues comptant 45 108 résidents et les îles restantes 274. Sur le plan de la natalité, en 2023, 12 872 naissances vivantes ont été enregistrées, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à l'année précédente, et le nombre des décès s'est établi à 11 839, soit une diminution de 8,5 %. La mortalité infantile a légèrement baissé, passant de 172 décès en 2022 à 168 décès en 2023, le nombre de naissances mort-nées est également en recul, de 111 décès en 2022 à 104 décès en 2023. Enfin, 8 654 mariages ont été célébrés, soit une baisse de 9,5 % par rapport à 2022. L'année 2023 a également connu une hausse du ratio de dépendance (rapport de la population d'enfants de moins de 15 ans et la population âgée de 65 ans et plus pour 1 000 habitants âgés de 15 à 64 ans), avec 420,9 contre de 416,1 en 2022.

Ouganda

Le FMI décaisse une tranche de 120 MUSD suite à la cinquième revue de du programme de facilité élargie de crédit

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le 6 mars dernier le décaissement de 120 MUSD à l'Ouganda à la suite de la cinquième et avant dernière revue du programme de la Facilité élargie de crédit (FEC) estimant que les autorités ougandaises ont atteint les principales cibles du programme qui prendra fin en juin prochain. Mise en place en juin 2021 pour lutter contre la crise

du Covid-19, cette facilité de 1 Md USD a permis une consolidation de la croissance économique ainsi qu'une atténuation des effets de l'inflation. Cependant, le Fonds alerte sur une réduction possible des financements concessionnels et des IDE liés notamment aux effets réputationnels de la loi anti-homosexuels pouvant freiner la croissance et creuser le déficit de la balance courante. Par ailleurs, l'économie reste trop dépendante de l'endettement externe et très vulnérable aux chocs externes. Les taux de croissance attendus pour 2023/24 et 2024/25 sont respectivement estimés à 6 % et 6,2 %.

L'Union Européenne finance 8 nouveaux projets pour un montant de plus de 200 MEUR

Lors de la 3^{ème} édition du « *EU-Uganda Business Forum* » qui s'est tenu à Kampala du 5 au 7 mars, l'Union Européenne a annoncé le financement de huit nouveaux projets en faveur du développement de l'économie ougandaise pour un montant total supérieur à 200 MEUR. Ces projets soutiendront l'employabilité des jeunes et des femmes notamment à travers l'initiative « *Investing in Young Women-Led Entrepreneurs Business* » financée à hauteur de 40 MEUR. Par ailleurs, 25 MEUR seront dédiés à l'amélioration des infrastructures digitales (construction de 500 nouvelles tours de télécommunications en zones rurales). Enfin, plusieurs prêts seront consacrés au secteur agricole dont la facilité START en faveur des entreprises agroalimentaires ougandaises (11,5 MEUR). Selon Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des Partenariats internationaux, « ces initiatives concrètes changeront la donne pour les entrepreneurs en herbe et les entreprises ougandaises et créeront des emplois dans de multiples secteurs. »

Rwanda

Le Rwanda mise sur deux grands projets pour combler le déficit énergétique

Le ministre de l'Infrastructure rwandais, Jimmy Gasore, a annoncé que le gouvernement n'atteindrait pas son objectif d'accès universel à l'énergie d'ici juin 2024 mais mise sur deux projets majeurs afin d'accroître la distribution d'électricité. En janvier 2024, 75,9% des foyers rwandais (2,6 M de foyers) avaient accès à l'électricité, 54 % grâce au réseau national et 21,9 % grâce à des systèmes basés sur l'énergie solaire. Les 1,2 M de foyers restants ne disposeront pas d'un accès à l'énergie dans les délais du fait de fortes instabilités sur les prix des marchés internationaux, de retards de production des équipements et de difficultés financières des énergéticiens engendrées par la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine. Deux nouveaux projets devraient néanmoins connecter 900 000 foyers supplémentaires à l'électricité dans les cinq prochaines années. Le *Rwanda Universal Energy Access Program* (RUEP), financé à hauteur de 700 MUSD par un consortium d'investisseurs dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement, a démarré en 2022 et devrait s'achever en 2027. La Chambre des députés a approuvé en janvier 2024 un financement de 300 MUSD pour le projet *Accelerating Sustainable and Clean Energy Access Transformation Rwanda* (ASCENT), qui devrait donner accès à l'électricité à 470 000 nouveaux foyers entre 2024 et 2029.

L'économie rwandaise a enregistré une croissance de 8,2 % en 2023

L'Institut national de statistique du Rwanda a dévoilé des chiffres de la croissance de 2023 au-delà des prévisions qui envisagent une progression du PIB de 6,2 %. Le secteur des services a enregistré une croissance de 11 % et représente 44 % du PIB du pays, grâce aux bonnes performances des secteurs des TIC (39 % des services), des transports aériens (29 %) et de l'hôtellerie restauration (18 %). Le secteur

industriel a enregistré une croissance de 10%, portée par le BTP (+12 %) et la manufacture (+11 %). La croissance de l'industrie manufacturière est notamment alimentée par les produits chimiques, le caoutchouc et les produits en plastique (+21%) et la production de textiles, l'habillement et les articles en cuir (+20%). Cependant, selon le ministre des Finances, le secteur agricole a seulement enregistré de 2 % de croissance du fait de conditions climatiques défavorables. Le ministre s'inquiète aussi de la dépréciation du franc rwandais par rapport au dollar, de 15% par rapport à l'année précédente, due à une balance commerciale déficitaire.

Seychelles

Inflation négative de 0,25 % en glissement annuel en février 2024

Selon le Bureau national des statistiques seychellois, l'inflation moyenne en glissement annuel (g.a) a diminué de 0,25 % au mois de février 2024. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix du poisson, du carburant et de l'électricité, suit la même tendance (-0,88 % en g.a). Le prix du poisson a connu une légère augmentation (+1,86 %), tandis que les prix alimentaires connaissent une baisse globale (-1,85 %). Les baisses de prix les plus notables entre le mois de janvier et de février 2024 sont celles des huiles et matières grasses (-8,88 %), du transport (-4,58 %) et de la santé (-3,96%), tandis que les prix du poisson a connu une certaine augmentation (+4,88 %), comme ceux relatifs au tabac (+3,78 %), au logement, à l'eau, à l'électricité et au gaz (+3,32 %).

Somalie

Le FMI a conclu un accord au niveau des services sur la première revue de la facilité de crédit élargie pour la Somalie

Les équipes du FMI et les équipes somaliennes sont parvenues à un accord sur les politiques à mener dans le cadre du programme de facilité de crédit, approuvé en décembre 2023 pour un accès total de 75 MDTs (100 MUSD). La première revue, qui sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration du FMI, permettra le décaissement de 7,5 MDTs (10 MUSD), ce qui portera les décaissements à environ 50 MUSD. La croissance devrait se renforcer en 2024 (3,7 % PIB contre 2,8 % estimée en 2023), soutenue par la reprise de l'agriculture et des IDE ainsi que par le ralentissement de l'inflation, attendue à 4,8 % en 2024 contre 6,1 % estimés en 2023. Le budget voté pour 2024 prévoit un déficit de 0,3 % du PIB et se concentrera sur les dépenses prioritaires de croissance, de sécurité et de développement. La Banque centrale de Somalie (BCS) continue de mettre en œuvre des réformes visant à renforcer la capacité institutionnelle et à approfondir le secteur financier.

Soudan

Premier retour d'activité bancaire dans l'Etat de Khartoum

Le 5 mars, le gouverneur de l'Etat de Khartoum a inauguré la réouverture d'une agence de la Nile Banque dans un quartier du nord d'Omdurman. Des préparations seraient en cours, selon le gouverneur, pour la réouverture prochaine d'une agence de la *Bank of Khartoum*, plus grande banque commerciale au Soudan. Il s'agit de la première reprise d'activité par un établissement bancaire dans l'Etat de Khartoum depuis le début de la guerre le 5 avril. Cet événement coïncide avec l'annonce par l'armée de la reprise de contrôle de plusieurs quartiers de la vieille ville d'Omdurman et dans le sud de cette ville. Ces avancées ont permis à l'armée la reprise, au 12 mars, du siège de la *National Broadcast Corporation*, occupé par les RSF depuis le début de la guerre et devenu le plus important fief de ces forces dans la ville

d'Omdurman. Le retrait des RSF des quartiers mentionnés a permis également l'acheminement d'aide alimentaire aux habitants qui y étaient bloqués, ainsi que la reprise des services sanitaires dans plusieurs centres de santé.

Une deuxième société aérienne internationale desservant l'aéroport de Port Sudan

La société aérienne *AFRIQIYAH*, enregistrée en Libye, a annoncé la mise en opération d'une ligne pour passagers entre la Libye et le Soudan. Le premier vol de cette ligne a atterri à l'aéroport de Port Sudan le 5 mars en provenance de Bengazi. Cela remet le nombre des sociétés de passagers desservant l'aéroport de Port Sudan à 4 sociétés dont *EGYPTAIR* et deux sociétés locales: *BADR* et *TARCO*. Ensemble, celles-ci assurent plus de 5 vols par jour desservant une dizaine de destinations dans les deux régions africaines et du Moyen-Orient. Par ailleurs, les autorités de l'aviation civile tentent d'activer tout l'espace aérien Est, pour permettre la liaison aérienne des villes des Etats de Kassala et de Gadaref à Port Sudan, sans réussir à ce jour à obtenir les autorisations de *ICAO* et de *IATA*.

Soudan du Sud

Le Soudan du Sud à la recherche de nouveaux investisseurs pétroliers internationaux

Le ministère du Pétrole sud-soudanais a participé à la deuxième édition du *Libya Energy & Economic Summit* (LEES), qui s'est tenu à Tripoli les 13 et 14 janvier. Selon le directeur en charge du Pétrole Chol Mirich, le Soudan du Sud a pour ambition d'attirer des investissements internationaux afin de mettre à niveau ses infrastructures pétrolières vieillissantes. Le gouvernement évalue les possibilités d'investissements dans des raffineries et des oléoducs afin de faciliter l'intégration du pays aux projets d'infrastructures régionales, à l'instar du corridor LAPSSET (*Lamu Port – South Sudan – Ethiopia Transport Corridor Project*). En outre, le Soudan du Sud organisera le *South Sudan Oil & Petrol 2024*, 7^{ème} édition du sommet consacré au pétrole et l'énergie, du 25 au 28 juin à Jوبا. Ce sommet est conçu comme une plateforme de planification des politiques et des plans d'investissement dans les secteurs de l'énergie, des mines et des infrastructures.

Tanzanie

Présentation du cadre budgétaire 2024/25 par le ministre des Finances Dr. Mwigulu Nchemba

Le 11 mars, le ministre des Finances Dr. Mwigulu Nchemba a présenté le cadre budgétaire 2024/25 au Parlement à Dodoma. Le budget augmentera de 11,2 % sur la période 2024/25, passant de 17,4 Mds USD à 19,4 Mds USD. Sur le budget total, le gouvernement prévoit de consacrer 13,2 Mds USD aux dépenses courantes et 6,2 Mds USD aux dépenses de développement. Une part importante du budget total sera consacrée au service de la dette, au paiement des salaires des fonctionnaires, aux élections locales de 2024, aux préparatifs de l'élection générale de 2025 et aux paiements des arriérés de l'état. Un fonds pour la réhabilitation des stades existants et la construction de nouveaux stades sera élaboré dans le cadre des préparatifs de la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2027, que la Tanzanie accueillera conjointement avec le Kenya et l'Ouganda. Une partie du budget sera également consacrée à la poursuite des projets phares tels que le *SGR*, l'expansion de la flotte d'*Air Tanzania*, le projet hydroélectrique Julius Nyerere, le *BRT* à Dar es Salaam. Selon le gouvernement, 70,1% du budget sera financé par les recettes intérieures, qui devraient augmenter de 10 % en 2024/25.

Publication du *Tanzania Economic Update* de la Banque mondiale

La Banque mondiale a publié le 12 mars le *Tanzania Economic Update*, rapport semestriel décrivant l'évolution de la situation économique du pays. L'économie tanzanienne demeure résiliente (5,2 % de croissance en 2023). Néanmoins, la croissance démographique constitue un défi central pour le pays. Avec un taux de croissance démographique annuel de 3 %, la population du pays devrait doubler tous les 23 ans. Selon le rapport, l'accélération de la transition démographique en Tanzanie contribuera à favoriser la croissance économique et à réduire la pauvreté. Le pays a réalisé des progrès importants en matière de réduction de la mortalité infantile. Le rapport souligne que la planification familiale accessible et de qualité, l'éducation et l'émancipation des femmes et des progrès en matière de santé des enfants sont nécessaires afin de bénéficier du dividende démographique.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr